

**FONDS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LA
CONSOLIDATION DE LA PAIX
MODÈLE DE RAPPORT STRATÉGIQUE ANNUEL
AU PBF PAR PAYS**



**RAPPORT STRATÉGIQUE ANNUEL AU PBF¹
SUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX PAR PAYS**

**PAYS : MALI
ANNÉE COUVERTE PAR LE RAPPORT : 2018**

Préparation du rapport :

Rapport préparé par : LA CELLULE D'APPUI AU COMITE DE PILOTAGE DES PROJETS PBF AU MALI

Rapport approuvé par (Coordonnateur résident et, si possible, contrepartie nationale): OUI

Mécanisme de contrôle du PBF dans le pays :

Existe-t-il un Comité de Pilotage du PBF dans le pays ? OUI

Le cas échéant, s'agit-il d'un Comité propre au PBF ou de plus grande envergure ? C'est un Comité de pilotage propre au PBF

Le cas échéant, indiquer la liste de ses membres. Le comité de pilotage comprend : le Ministre des Affaires étrangères, la coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies, l'Ambassadeur du Canada et le Président du Forum des Organisations de la société civile

Existe-t-il un Secrétariat du PBF ? OUI

¹ Ce rapport est obligatoire pour tous les pays ELIGIBLES au PBF et bénéficiaires des projets du PBF ayant été actifs pendant une période d'au moins six mois. Il est soumis à examen au PBSO par le Secrétariat du PBF ou le point focal PBF au nom du Coordonnateur résident et, le cas échéant, du Comité de Pilotage du PBF, en consultation avec l'équipe de pays des Nations Unies. L'objectif du rapport est de rendre compte annuellement de l'état d'avancée de la situation de consolidation de la paix dans le pays, de fournir une analyse conjointe quant à la contribution du PBF à la consolidation de la paix dans le pays, et de mettre en évidence tout éventuel nouveau défi et/ou besoin dans le domaine.

CONTENU DU RAPPORT

PARTIE 1 – Résumé de la situation de consolidation de la paix depuis l'année passée

Expliquer brièvement la situation de consolidation de la paix actuelle du pays ainsi que les principales évolutions récentes (de cette année), en indiquant les événements / problèmes majeurs qui se sont produits durant l'année passée, les facteurs de conflit potentiels actuels et la tendance générale – positive ou négative – par rapport à l'année précédente (5 000 caractères maximum).

Durant l'année 2018, le Mali a connu une détérioration de la situation sécuritaire avec comme corollaire une intensification des tensions intercommunautaires. Cette dynamique est particulièrement présente dans la région de Mopti où les conflits intra et intercommunautaires qui génèrent des cycles de violences et de représailles. Ces violences, notamment entre les communautés peulhs et dogons, ont engendré de nombreux décès ainsi que la destruction villages et outils de production tels que les champs de culture. 177 incidents causés par des engins explosifs improvisés ont été enregistrés en 2018 contre 66 en 2017 (OCHA). Ils constituent un risque majeur pour les populations civiles. A ce risque, s'ajoutent les pressions et exactions des groupes radicaux qui continuent de contrôler certaines parties du territoire, en l'absence de l'Etat Malien. Selon un rapport publié le 20 novembre 2018 par la Fédération Internationale des Droits de l'Homme et l'Association Malienne des Droits de l'Homme, « Le centre du Mali concentre désormais 40% des attaques djihadistes menées dans le pays. Ces deux dernières années, 1 200 civils y ont été tués, une cinquantaine de villages brûlés, au moins 30 000 personnes ont fui la région ».

En réaction à une perception d'incapacité de l'Etat à les protéger, certaines communautés ont érigé des groupes d'autodéfenses (dogon Da Na Ambassagou en 2016 et peule Alliance pour le Salut du Sahel en 2018). L'existence de ces groupes ou milice contribue à l'escalade de la violence qui entrave l'accès des communautés affectées aux services sociaux de base. Ainsi, 716 écoles – dont 62 pourcent dans la région de Mopti -- sont fermées et près de 17 pourcent des structures sanitaires ne sont pas fonctionnelles dans les zones de conflit du nord et du centre (OCHA).

L'insécurité a également affecté la tenue du scrutin présidentiel en juillet et août. Sur un total de 23 000 bureaux de vote, 490 n'ont pas pu ouvrir pour le 2ème tour de l'élection contre 871 bureaux lors du 1er tour, pour des raisons d'insécurité. A la suite de la réélection de Monsieur Ibrahim Boubacar Keïta avec 67% des voix pour un second mandat, une vague de contestation s'est installée. Le chef de file de l'opposition et d'autres partis politiques ne reconnaissent toujours pas le président réélu.

En outre, les élections législatives initialement prévues en octobre 2018, ont été reportées de 6 mois. En conséquence, la présente législature prenant fin le 31 décembre 2018, la prorogation du mandat des députés pour une période a été autorisée par la Cour Constitutionnelle. Ce report tout comme la prorogation du mandat ne fait pas l'unanimité des partis politiques.

Le projet de découpage territorial constitue l'un des points d'achoppement pour la tenue des élections législatives. Conformément à la Loi 2012-017 du 2 mars 2012 portant création de nouvelles circonscriptions administratives en République du Mali, cette réforme prévoit de doubler le nombre de régions administratives qui est de 10 actuellement, en érigeant certains chefs-lieux de cercle en régions. Des marches de protestations ont été organisées dans des villes au nord où certains évoquent un découpage « favorisant les populations nomades et défavorisant les sédentaires ». Un regroupement de partis politiques au sein d'une plateforme dénommée Convergence des Forces Patriotiques est monté au créneau pour dénoncer la prorogation du mandat des parlementaires et découpage administratif. Le gouvernement a entrepris des consultations avec les populations à la base pour parvenir à un consensus.

Par ailleurs, le climat social a été marqué par de nombreux mouvements de grève décrétés par certains syndicats. Ainsi, les magistrats ont observé plus de 3 mois de grève. La grève des magistrats a eu une incidence significative sur la situation politique – retardant le dépôt des candidatures pour l'élection législative qui requière un extrait de casier judiciaire – ainsi que dynamiques de conflits communautaires. Certains suspects ont dû être relâchés faute de magistrats pour les mettre en examen.

Cependant, certaines avancées politiques ont été enregistrées dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger. La signature, le 15 octobre 2018, du « Pacte pour la paix » permettra d'accélérer la mise en œuvre de l'Accord en apportant un nouvel élan au processus de paix. Le démarrage du processus de DDR/intégration accéléré des éléments du Mécanisme Opérationnel Conjoint (MOC) a été lancé le 6 novembre 2018 à Gao.

PARTIE 2 – Analyse de l'ensemble de la contribution apportée par le PBF

Existe-t-il des preuves montrant comment l'appui du PBF a contribué aux changements/ progrès au niveau de consolidation de la paix dans le pays, au-delà de l'évolution des activités individuelles des projets? Quelles interventions du PBF les parties prenantes considèrent-elles comme les plus importantes pour répondre à leurs priorités ? Si aucun changement / progrès / impact de haut niveau n'est constaté, en indiquer la raison brièvement (5 000 caractères maximum).

Les communautés qui ont déjà bénéficié des interventions ont amorcé certaines transformations, en témoignent certaines déclarations des femmes, jeunes, autorités coutumières et d'autres ressortissants de ces localités qui se portent déjà volontaires pour renforcer la paix au sein de leurs communautés. Les milliers de femmes et jeunes formés en analyse de conflit, résolution de conflit, éducation à la paix et communication interpersonnelle ont mené des activités de porte à porte des focus groupes pour sensibiliser les jeunes sur la paix, la réconciliation nationale et la cohésion sociale. De plus, les communautés ont commencé à s'approprier les actions. Des messages de sensibilisation pour la paix et le vivre ensemble, des émissions interactives sont animées et diffusées par des clubs d'écoute communautaires.

Suite à la mise en œuvre des projets, l'engagement des jeunes et des femmes est perceptible dans le combat pour la consolidation de la paix et la lutte contre la radicalisation. Des groupes de jeunes en situation critique ont connu plus de stabilité économique les mettant à l'abri des risques de radicalisation, notamment, grâce aux opportunités de formation et d'insertion professionnelle. De même, les activités à Haute Intensité de Main Œuvre ont favorisé la consolidation de la paix et la cohésion sociale entre des jeunes et des femmes ciblés.

Le Président de la République a dédié son second mandat à la jeunesse (en partie grâce au plaidoyer du Conseil National de la Jeunesse qui est un partenaire clé dans la mise en œuvre de nos projets).

Tout en les autonomisant, le financement du PBF a permis que les femmes et les jeunes ciblés prennent part aux prises de décision et participent au comité de veille et d'alerte précoce mis en place à Ansongo. Il a réussi à mettre en synergie différents acteurs qui désormais se concertent sur des préoccupations communes de sécurité et de gestion des ressources naturelles. Ces échanges entre les communautés d'une part et entre les organisations et les communautés d'autre part, ont permis de reprendre le dialogue entre les acteurs pour une restauration progressive de la cohésion sociale.

Au plan institutionnel, les capacités techniques, matérielles et logistiques de nombreux services déconcentrés/décentralisés ont été améliorées ainsi que leur cadre de travail (réhabilitation de sièges, de centres culturels des organisations de jeunes mais aussi d'infrastructures communautaires : centre de santé, points d'eau, assainissement, cimetières...) dans le but de rapprocher et d'apaiser les communautés.

Les formations tenues ont permis aux membres des autorités intérimaires de Taoudénit et Ménaka de cerner leurs missions et de dépasser les revendications partisans en fonction de leur provenance. Ils ont compris à la suite du renforcement des capacités que les populations ont des attentes légitimes ne pouvant être résolues que par une forte cohésion entre eux-mêmes. Les Equipes Régionales d'Appui à la Réconciliation (ERAR) ont été dotées d'équipement informatique, mobilier et de matériel roulant et formés en éducation à la culture de la paix, droits de l'homme, civisme et citoyenneté, et prévention de la migration irrégulière et ont démarré des sessions de sensibilisation dans les communes. Ainsi, les ERAR de Mopti et Ségou sont en mesure d'effectuer les sessions de sensibilisation, documenter leurs activités et fournir des rapports aux partenaires sur les actions réalisées.

L'intervention du PBF a également influencé très positivement certaines décisions administratives telles que la rallonge de l'âge de recrutement dans la police, de 22 à 26 ans, répondant ainsi à une demande directe des jeunes femmes consultées dans le cadre du processus de la Recherche Action Participative de Interpeace/IMRAP, la nomination de Points focaux genre dans les commissariats de police, à la Gendarmerie et à la Garde Nationale.

Par ailleurs, le PBF à travers les différents projets, a permis la résolution de nombreux conflits inter et intracommunautaires notamment à travers la mise en place de mécanismes communautaires pour la paix composés de jeunes, de femmes et de leaders communautaires et religieux. Des communautés qui ne se parlaient pas et qui ne se fréquentaient plus au

point de rejeter la présence de l'autre dans les lieux publics (foires hebdomadaires), ont pu se parler et se tolérer grâce aux efforts déployés par le PBF. Les différentes rencontres organisées par les projets ont permis de faire renaitre une confiance mutuelle entre les forces de défense et de sécurité maliennes et les populations des zones d'intervention qui voyaient ces forces comme ennemis. Les présumées exactions des violences causées sur les populations lors de la crise, en l'occurrence sur les femmes et les filles, doublés de la présence des groupes radicaux dans la zone avaient accentué ce sentiment de méfiance.

PARTIE 3 – Éventuels nouveaux plans stratégiques ou besoins relatifs à la consolidation de la paix

De nouveaux plans stratégiques – du gouvernement ou de l'ONU/d'acteurs internationaux – ont-ils été établis depuis l'année précédente ? De nouveaux besoins relatifs à la consolidation de la paix se sont-ils fait jour ? Les domaines stratégiques thématiques du soutien PBF demeurent-ils pertinents, ont-ils de nouveaux besoins pour l'année à venir ? Si de nouveaux besoins éventuels pour la considération du PBF pour l'année prochaine ont été proposés (tenant en compte l'analyse de conflit, les résultats des interventions existantes et de l'avantage comparatif/mandat du PBF), prière de remplir le tableau ci-dessous. Avant de proposer un appui supplémentaire du PBF pour l'année prochaine, prière d'en discuter avec PBSO. (4 000 caractères maximum en plus du tableau)

Au plan stratégique, les autorités étatiques et le Système des Nations ont démarré des processus de revues de leurs plans stratégiques. Ainsi, le Gouvernement a débuté la revue du Cadre Stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable (CREDD) 2016-2018. Un nouveau cadre stratégique devra entrer en vigueur en 2019. L'ébauche de rapport de stratégie du CREDD 2019-2023 identifie quatre axes fondamentaux : (1) Gouvernance, paix et sécurité ; (2) Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie ; (3) Développement du capital humain ; et (4) Environnement préservé et capacité de résilience au changement climatique.

De même, le Système des Nations Unies a initié la formulation d'un Cadre Stratégique Intégré 2019-2021 (ISF). Ce document présentera les objectifs communs de l'équipe pays des Nations et de la MINUSMA en matière de restauration de l'autorité de l'État ; d'état de droit ; de réconciliation, prévention des conflits et cohésion sociale ; de soutien aux élections ; et droits de l'homme et protection des civils. Le Plan cadre intégré des Nations Unies pour l'aide au développement au Mali (UNDAF+ 2015 - 2019) prendra fin en 2019. Le Bilan Commun de Pays n'a pas encore démarré.

Compte tenu de ce qui précède, les 4 domaines prioritaires retenus dans le cadre de la première phase de programmation du PBF restent pertinents. Des résultats significatifs ont été enregistrés dans la mise en œuvre des projets mais de nombreux efforts sont encore nécessaires en vue d'une paix durable. Aussi, convient-il de poursuivre et renforcer l'intervention du PBF qui a été capitale pour la consolidation de la paix au Mali. Les thématiques en lien avec les conflits inter et intracommunautaires, l'extrémisme violent, le renforcement de la résilience des communautés vulnérables, la promotion de la jeunesse et

du genre ainsi que la restauration de l'autorité de l'Etat méritent une attention particulière. De plus, l'approche transfrontalière/régionale est une méthode pertinente pour adresser les problèmes compte tenu de la similitude des défis de part et d'autre des frontières (notamment au Mali, Niger et Burkina Faso).

<i>Domaine stratégique (thématique) d'appui du PBF (e.g. justice transitionnelle, réforme de secteur de sécurité)</i>	<i>Principaux défis/ questions/ besoins de la consolidation de la paix dans ce domaine actuellement</i>	<i>Des interventions/ réponses qui pourraient adresser ces défis avec le soutien du PBF</i>	<i>Régions géographiques à viser / principaux bénéficiaires, le cas échéant</i>
Résilience communautaire et promotion du genre et de la jeunesse	Faible présence des femmes et des jeunes dans les mécanismes de paix et autres instances de décision / déficit d'accès aux ressources et faiblesse d'opportunités économiques.	Renforcement de la représentativité des femmes et des jeunes dans les mécanismes liés au processus de paix / accroissement de leur présence dans les instances de décision/ renforcement des opportunités économiques	Régions de Mopti, Ségou, Gao, Tombouctou, Ménaka, Taoudéni
Restauration de l'autorité de l'Etat	Absence ou faible présence de l'Etat dans des zones affectées / difficulté pour l'Etat à offrir les services essentiels.	Appui à la gouvernance et aux réformes structurelles en cours de mise en œuvre/ Soutien aux initiatives de dialogue entre l'Etat et les populations	Régions de Mopti, Ségou, Gao, Tombouctou, Ménaka, Taoudéni.
Résolution des conflits inter et intracommunautaires	Les tensions communautaires entre populations autour des questions d'accès aux ressources naturelles et de pouvoir / Exactions et attaques répétées sur des civils.	Formations de leaders communautaires, religieux, Société Civile, femmes, jeunes ; sensibilisations communautaires ; appui aux Equipes Régionales d'Appui à la Réconciliation ; soutien aux initiatives de dialogue et de médiation	Régions de Mopti, Ségou, Gao, Tombouctou, Ménaka, Taoudéni
Lutte contre l'extrémisme violent	Présence massive de groupes radicaux / enrôlement des jeunes issus de milieux défavorisés / faiblesse d'opportunité économique	Formation professionnelle et fourniture de kits de réinsertion pour jeunes exposés à l'extrémisme violent ;	Régions de Mopti, Ségou, Gao, Tombouctou, Ménaka, Taoudéni

	et de moyen de subsistance pour les jeunes / trafic illicite et contrebande		

PARTIE 4 – Évaluation des risques du portefeuille du PBF et résultats

Indiquer les risques / défis majeurs au niveau du pays/de la thématique ayant eu un impact sur l'avancée des résultats PBF, la manière dont ils ont été mitigés durant l'année considérée et indiquer si de nouveaux risques éventuels et des stratégies de gestion des risques ont été identifiés durant cette même période (4 000 caractères maximum).

Durant la période considérée, les défis majeurs ont été essentiellement liés à l'inaccessibilité de certaines communautés eu égard à la situation sécuritaire ou à l'hivernage ; la restriction des déplacements avec les moyens roulant suite à une décision administrative ; la non disponibilité des services techniques de l'Etat du fait de l'insécurité ont contribué à ralentir la bonne mise en œuvre de certains projets ; la coordination des interventions avec certains partenaires sur le terrain ; les rotations fréquentes du personnel sur le terrain. Eu égard à cette situation, des mesures de contingence ont été mises en œuvre pour atténuer les risques et permettre la fourniture des appuis prévus dans les projets.

Par ailleurs, la coordination des interventions avec certains partenaires tels que les Equipes Régionales d'Appui à la Réconciliation (ERAR) reste un défi. Un grand nombre d'acteurs travaillent avec les ERAR (UE, MINUSMA, Coopération Allemande - GIZ, USAID... Malgré l'existence d'un cadre de concertation, la coordination reste faible et un risque de duplication existe. Le projet mis en œuvre par UNICEF/OIM/UNESCO travaille actuellement au renforcement de la coordination entre les partenaires pour maximiser l'impact des interventions. Les risques de duplication peuvent jouer sur l'efficacité des interventions. Des initiatives ont été prises par les projets PBF en vue d'harmoniser ou d'adapter nos activités et d'assurer une meilleure coordination.

L'année 2018 a été une année électorale au Mali et certaines activités courraient un risque de récupération politique. Considérant cette situation, certaines activités ont été suspendues jusqu'à la fin des campagnes électorales d'autres ont été confiées à des acteurs indépendants tels que des bureaux d'études ou consultants privés.

Il convient de signaler à la suite du remaniement du Gouvernement, un nouveau ministre des Affaires étrangères a été nommé en janvier 2018. Le remaniement a occasionné de nombreuses rotations dans les services techniques de l'Etat. Cet état de fait ainsi que les contingences politiques rendent souvent difficile la mobilisation du comité de pilotage. Pour ce faire, le secrétariat du PBF travaille beaucoup avec le niveau technique, notamment le Point focal au Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, et le Conseiller politique de l'Ambassade du Canada pour adresser certaines questions. En outre,

un cadre de contact permanent a été maintenu assorti d'échanges de mail, de séances de travail, et de briefings périodiques du Copil.

Les risques / défis évoqués ci-haut vont probablement persister au cours de l'année et le programme utilisera toujours les approches idoines pour y faire face. Le Comité de pilotage des projets PBF réitère son engagement à assurer la bonne continuité du programme.

PARTIE 5 – Mise à jour sur les mécanismes de gouvernance et de suivi du PBF dans le pays et toute autre information pertinente au soutien PBF

Dans le cas où un Comité de Pilotage du PBF est en place, combien de fois s'est-il réuni durant l'année écoulée ? Quelle est la composition du personnel du Secrétariat du PBF, le cas échéant ? A-t-il des besoins spécifiques en termes de capacités ? Quels exercices de suivi et d'évaluation a-t-il appuyés, comment ont-ils été utilisés et quels sont ceux envisagés pour l'année à venir ? Aussi toute autre information pertinente pour le soutien PBF dans le pays. (4 000 caractères maximum)

Durant l'année 2018, la première rencontre du Comité de pilotage s'est tenue le 13 juin. La seconde rencontre du Comité de pilotage est prévue pour le 13 décembre prochain. En parallèle, le Secrétariat a facilité de nombreuses rencontres bilatérales et des séances de travail avec le niveau technique impliquant le Point focal PBF au Ministère des Affaires étrangères, le Président du Forum des organisation de la société civile, le Conseiller Politique de l'Ambassade du Canada. A cela s'ajoute les échanges permanents de mails et téléphoniques. Cette méthode a l'avantage de passer régulièrement en revue l'état d'avancement des projets, de discuter de propositions de projets et susciter les prises de décisions stratégiques.

Le Secrétariat du PBF est composé de 4 staffs : une Programme Manager, un VNU International chargé du Suivi évaluation, un Expert national pour le Comité de Pilotage et un Assistant administratif et financier.

Pour améliorer la mesure de l'impact des projets en termes de consolidation de la paix, le PBF a élaboré et mis à disposition des projets des outils techniques de suivi évaluation. Une collecte progressive des données désagrégées, quantitatives et qualitatives est en cours. En parallèle, des plans sont élaborés pour le renforcement de capacités des partenaires de mise en œuvre en matière de suivi évaluation.